

Patrick Vignal (Député) : "Une majorité de centres-villes sont devenus des mouiroirs"

Par [Matthieu Guinebault](#) - 10 octobre 2017

Président de l'association d'élus Centre-Ville en Mouvement, le Député En Marche Patrick Vignal lançait il y a quelques semaines son appel à faire de la revitalisation des centres-villes une Grande Cause Nationale 2018. Appelant notamment à l'encadrement accru du commerce de périphérie, prenant pour cible Amazon, et appelant à la mise à disposition de chômeurs de longue durée, l'élu explique sa démarche



(interview à lire dans son intégralité sur FashionNetwork Premium).

Patrick Vignal - ReutersFashionNetwork.com : Votre projet repose notamment sur l'encadrement du commerce de périphérie. Pour quelle raison ?

Patrick Vignal : On a une France de 36 000 communes dont on est fier, tout comme de leur centre-ville. Or, aujourd'hui, une majorité de centres-villes sont devenus des mouiroirs. Surtout dans ma région : Béziers, Perpignan, Agde, Narbonne, Lodève, Lunel... Même Montpellier a 17 % de vacance. Depuis trente ans, que ce soit la gauche ou la droite au pouvoir, personne ne s'est occupé des centres-villes. Parce que cela ne rapportait pas politiquement. Et on a laissé cela au Front national qui, lui, arrive dans les centres en disant : "on s'occupe de vous, on nettoie, on met des caméras"... Il y a vraiment aujourd'hui un plan Marshall à mettre en place pour redonner aux cœurs de villes, qui sont l'âme de la démocratie, la place centrale qu'ils méritent. Et pour cela, il faut que l'on arrête de construire en périphérie des centres commerciaux, qui sont souvent hideux, tout en structures métalliques. En 2016, il y a eu hausse de 22 % des accords d'ouverture donnés au commerce, dont 90 % en périphérie. Je demande donc un moratoire d'un an minimum, pour que l'on puisse faire des constatations et travailler sur les vraies causes du problème. Le problème n'est pas la périphérie, mais celle-ci a aussi une part de responsabilité.

FNW : Les professionnels de l'immobilier commercial s'opposent à l'idée d'un moratoire national sur des questions locales. Que leur répondez-vous ?

PV : J'ai vu que les professionnels du commerce sont un peu chauds et j'ai bien l'intention d'échanger avec eux. Quand on fait un projet de loi, il tient aussi compte des problématiques territoriales. Et j'ai tellement d'exemples de villes devenues des mouiroirs, et pas seulement dans le Sud... Ce que je demande aux représentants du secteur, et c'est une affaire de responsabilité

collective, c'est que l'on mène cette réflexion sur un an. La désertification des centres-villes n'est pas qu'un problème de commerce. Le commerce, c'est 25 % du problème. La vraie question est de savoir comment faire revenir des habitants, notamment des couches moyennes et supérieures. D'où, premièrement, cette volonté d'un moratoire. Et, deuxièmement, que les Bâtiments de France cessent d'imposer des normes qui font que personne n'a envie d'investir dans les centres-villes. Troisièmement, il faut inventer une nouvelle fiscalité en fonction du territoire. Et là je peux rejoindre les professionnels de l'immobilier commercial. Le quatrième point, c'est la sécurité, avec notamment l'ajout de caméras.

FNW : Quel rôle voyez-vous pour les managers de centre-ville, qui sont au cœur de vos propositions ?

PV : Pour l'heure, le problème des managers de centre-ville est qu'ils sont payés par les villes. C'est le maire qui commande. Et s'il n'a pas du tout de vision ou d'envie de rénover son centre-ville, le manager est tout bonnement coincé. Il faut que l'Etat s'investisse. Je fais donc appel à Emmanuel Macron, qui s'y est engagé, à créer une Agence pour les villes, qui fournira l'ingénierie nécessaire aux collectivités, à qui l'on doit bien cela, puisqu'on les a asséchées récemment avec les dotations. Si l'on veut retrouver la confiance des maires, après une loi limitant leur rôle aux inaugurations et chrysanthèmes, il faut leur redonner cette place centrale. Le rôle de manager doit reposer sur un vrai diplôme. Et que l'on soit capable de mettre autour de la table mairie, agglomération ou département, selon les cas. A ce moment-là, le manager aurait une demande précise. Que ce soit sur le commerce de périphérie, le petit commerce ou les professions libérales. Encourageons nos amis du commerce. Leur objectif est de faire de l'argent, ce qui ne me dérange pas, du moment qu'ils paient des impôts. Parce qu'au final, moi, je veux que l'on fasse concurrence à Amazon.

FNW : L'e-commerce est le premier adversaire du centre-ville ?

PV : Amazon, c'est 100 millions de dollars avec 14 salariés. On va

se laisser longtemps enfler comme ça par des gens qui ne paient pas d'impôts en France ? A nous d'être créatifs, de bâtir la ville connectée. Il faut que nos commerçants se bougent en se connectant. Sur les commandes Amazon, on se rend compte que dans un rayon de 10 kilomètres autour du client, il y a le produit recherché. Nous devons donc être inventifs et faire en sorte que le commerçant se prenne en main. Il y a un vrai débat collectif à avoir.

<http://fr.fashionnetwork.com/news/Patrick-Vignal-Une-majorite-de-centres-villes-sont-devenus-des-mouroirs-,878237.html#.WdzojFS0OM8>